

La République protège ses élus. le Parti Radical Valoisien exprime sa solidarité sans réserve

Le Parti Radical Valoisien a pris connaissance avec une profonde indignation des faits survenus ce dimanche à Caudebec-lès-Elbeuf, en Seine-Maritime : le maire Laurent Bonnaterre a été agressé verbalement et physiquement, ainsi que son adjoint chargé de la sécurité, en plein centre-ville, en présence de nombreux concitoyens. Un individu connu des services de police et de justice a délibérément intimidé des élus en exercice, bousculé une conseillère municipale de 71 ans qui tentait de filmer les faits, puis s'est présenté au domicile personnel du maire pour le menacer de lui « *faire sa fête* ».

*

* *

Ces faits sont graves. Ils ne sont pas anodins. Ils s'inscrivent dans une tendance qui alarme toutes les forces républicaines : la montée des violences à l'encontre des élus locaux, ces femmes et ces hommes qui, au quotidien, servent leurs concitoyens sans armure ni protection particulière, sur le terrain, dans leurs villes, leurs villages, leurs quartiers.

Le Parti Radical Valoisien adresse à Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf, son soutien plein et entier, ainsi qu'à son adjoint à la sécurité, à Françoise, doyenne du Conseil Municipal, et à l'ensemble des élus présents ce jour-là. Leur sang-froid, leur dignité et leur courage face à l'agression honorent la fonction qu'ils exercent et la tradition républicaine à laquelle nous sommes collectivement attachés.

Nous saluons également l'action rapide et efficace des agents et gradés de la Police nationale de la Seine-Maritime, dont l'intervention a permis l'interpellation de l'auteur des faits dans les heures qui ont suivi. Nous remercions les équipes de permanence de la Préfecture de région Normandie et de la Préfecture de la Seine-Maritime pour leur réactivité et pour la remise au maire d'un bouton d'alerte au titre du dispositif « *Protection des élus de France* », dispositif dont nous appelons à la généralisation effective et rapide sur l'ensemble du territoire national.

Le radicalisme, depuis Léon Gambetta et les fondateurs de la République, a toujours affirmé que l'ordre républicain est la condition première de la liberté. Il ne s'agit pas d'ordre autoritaire, mais d'ordre civique : le respect dû à la loi, aux institutions, et à ceux qui, librement élus, en sont les dépositaires au plus proche des citoyens. S'en prendre physiquement à un maire, c'est s'en prendre à la République elle-même.

Léon Bourgeois nous a enseigné que la solidarité n'est pas une option morale : c'est le fondement du contrat social. Cette solidarité, nous l'affirmons aujourd'hui envers l'élu agressé, envers ses collègues, envers tous les maires de France qui font face, souvent seuls, aux incivilités et aux violences. Ils méritent notre respect, notre reconnaissance, et des garanties concrètes de protection.

Le Parti Radical Valoisien demande que les faits commis à Caudebec-lès-Elbeuf soient poursuivis avec toute la fermeté que la loi permet. Les circonstances aggravantes liées à la qualité d'élu de la victime doivent être pleinement retenues. Nous rappelons que

la loi du 21 mars 2024 renforçant la sécurité des élus locaux doit être appliquée sans défaillance ni tolérance, et que les parquets doivent s'en saisir avec la plus grande rigueur.

Le Parti Radical Valoisien réaffirme sa conviction : les élus locaux sont le premier visage de la République. Les défendre, c'est défendre la démocratie. Nous le ferons, sans relâche, dans les urnes comme dans les tribunes.

Samuel Roullé
Secrétaire National
Parti Radical Valoisien